

Unité départementale de l'Aisne  
25 rue Albert THOMAS  
02100 Saint Quentin

Soissons, le 14/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SERMIX SAS**

BP 19  
02400 Chierry

Références : SER25-158  
Code AIOT : 0005100205

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2025 dans l'établissement SERMIX SAS implanté BP 19 Rue de l'Eglise 02400 Chierry. L'inspection a été annoncée le 20/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SERMIX SAS
- BP 19 Rue de l'Eglise 02400 Chierry
- Code AIOT : 0005100205
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SERMIX exploite à CHIERRY un établissement spécialisé dans la production de

constituants nutritionnels pour l'alimentation animale.

Le site fait partie du groupe ADM (Archer Daniels Midland Company) et produit des Prémix notamment sous sa marque internationale «WISIUM».

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 7 décembre 2022, et relève du régime SEVESO seuil haut au titre de la rubrique n°4510 (+ de 200t de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1).

### Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Réexamen de l'étude de dangers	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-98	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1- Réexamen de l'EDD	Arrêté Préfectoral du 07/12/2022, article 1.8.3	Sans objet
3	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La notice de réexamen est à compléter conformément aux remarques formulées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : 1- Réexamen de l'EDD**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2022, article 1.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réexamen
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'étude de dangers doit être réexaminée et si nécessaire, mise à jour, au moins tous les 5 ans. Ce réexamen et l'éventuelle mise à jour doivent être transmis au préfet pour le 31 mars 2023 (*). Elle est par ailleurs réexaminée et mise à jour : <ul style="list-style-type: none"><li>• avant la mise en service d'une nouvelle installation,</li><li>• avant la mise en oeuvre de changements notables,</li><li>• à la suite d'un accident majeur.</li></ul> <i>(*) l'article 2.7.1 de l'arrêté rapporte la date du 31/3/2024.</i>
<b>Constats :</b>

L'article 2.7.1 de l'arrêté fixe la remise de la notice de réexamen au 31/3/2024.  
La notice ayant été transmise le 28/2/2024, l'exploitant a respecté le délai prescrit.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Réexamen de l'étude de dangers**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-98

**Thème(s) :** Risques accidentels, Réexamen

**Prescription contrôlée :**

[...]

II. L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les 5 ans et d'une révision, si nécessaire.

Lors du réexamen, l'exploitant recense également les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site.

Il les hiérarchise en fonction, notamment, de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels qu'elles contribueraient à éviter et de leur coût rapporté au gain en sécurité attendu.

Il se prononce sur les technologies qu'il retient et précise le délai dans lequel il les met en œuvre.

[...]

**Constats :**

La notice de réexamen transmise se base sur les 11 items prévus au point 2 de l'avis du 08/02/2017 « *relatif au ré-examen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut SEVESO seuil haut* ».

L'inspection a fait part à l'exploitant des points à revoir :

1-1 : SERMIX doit préciser si les référentiels de la profession ou du groupe ADM ont évolué.

1-2 : SERMIX doit faire état de l'évolution des technologies disponibles en matière de détection incendie, et évaluer le bénéfice à faire évoluer ses équipements.

1-4 :

> Le plan de défense incendie mentionné comme "en cours de rédaction" n'est pas à rédiger : le POI du site doit être actualisé afin de comporter l'ensemble des éléments attendus par ce plan de défense.

> La coupure d'alimentation de gaz prescrite au point 2.13 de l'arrêté du 3 août 2018 n'est pas assurée par 2 vannes automatiques redondantes : la demande de devis en cours doit aboutir à une mise en conformité rapide.

1-5 : Les anomalies relevées en 2023 par l'inspection, sur l'état des stocks, ont été solutionnées : l'état des stocks du seul site de CHIERRY est désormais conforme.

L'existence (ou non) de contrôles internes est à mentionner, ainsi que les suites données aux éventuelles observations faites.

1-6 : Le capteur MMR déclenche l'alarme centralisée, puis des actionnements manuels ; lors de l'inspection, la centrale d'alarme comportait des voyants allumés "rouge", correspondant à des éléments désaffectés depuis longtemps : la suppression des voyants inutiles est à engager dans les meilleurs délais.

1-9 : Le dernier exercice POI mentionné dans le dossier date du 21/11/2023, alors qu'en séance, l'exploitant indique avoir réalisé 2 exercices en 2024, et 1 en 2025 ; les retours d'expérience sont à mentionner dans la notice de réexamen, et l'information (déclenchement puis REX d'un POI) à

transmettre systématiquement à l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La notice de réexamen est à mettre à jour selon les remarques sus mentionnées, et à redéposer sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Equipements sous pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>III. L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le 31/3/2025 la liste des équipements présents sur le site de CHIERRY. Les appareils "au chômage" sont notamment repérés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le régime de suivi des équipements sous pression est à préciser dans le tableau de suivi.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite